

Écrit par Administrator

Mardi, 20 Janvier 2015 11:08 -



Et c'est reparti pour un tour. Le gouvernement Benkirane a perdu son ministre de la Jeunesse et des Sports depuis le 7 janvier 2015. Et depuis, ce département est en standby, sans capitaine à bord, les uns et les autres se contentant d'expédier les affaires courantes tout en tentant de se reconstruire après que Mohamed Ouzzine a décidé de pratiquer la politique de la terre brûlée, le jour même de son limogeage.

Douze jours se sont écoulés depuis la démission-limogeage de celui qui a fait du Mondialito un scandale planétaire et le chef du gouvernement n'a toujours pas proposé un nouveau locataire au département de la Jeunesse et des Sports.

«C'est devenu un classique. Pour tout remaniement, Benkirane et ses alliés prennent tout leur temps avant de prendre la moindre décision. A l'évidence, le temps politique est out pour ceux qui sont aux commandes du pouvoir. Tout cela prêterait à rire si ce n'était inquiétant », soupire ce ténor de l'opposition.

L'entreprise semblait pourtant simple. Officiellement, il s'agissait de trouver un successeur au ministre dont la responsabilité politique et administrative a été pointée par un rapport ayant fait la lumière sur le scandale de la pelouse inondée du Complexe sportif Moulay Abdellah. «Quand on voit ce qui se passe ailleurs sous d'autres cieux, l'affaire du remplacement d'un ministre démissionnaire ou limogé par un autre aurait pris au plus 48 heures. A l'évidence chez nous, la machine est loin d'être rodée. Le principal enseignement à tirer de cette incapacité à procéder à un simple remaniement est qu'au sein de la coalition gouvernementale, les équilibres sont bien fragiles» commente ce politologue de la place. «Nous deviendrons un pays normal lorsque les institutions fonctionneront de manière normale. Nous serons un pays normal lorsqu'on arrêtera de considérer le remaniement ministériel comme le début de la fin du monde alors qu'il n'est qu'une technique pour donner un nouveau souffle ou parer à un accident de parcours », poursuit notre interlocuteur.

Dans les états-majors de la majorité comme ceux de l'opposition, on en a gardé un goût amer. Il a fallu plus de six mois à Abdelilah Benkirane pour remplacer l'Istiqlal qui avait claqué la porte de la majorité.

Remaniement partiel ou élargi ?

Les négociations avec le Rassemblement national des indépendants de Salaheddine Mezouar ont duré de longs mois. Une éternité en politique. Pourtant, le RNI était le seul parti à avoir fait part de sa disposition à quitter les bancs de l'opposition. Le temps gouvernemental n'est probablement pas celui de la vraie vie.

Dans la famille politique du ministre démissionné, on a choisi de prendre tout son temps. Et au Mouvement populaire, le temps est justement à la crise. Pour les dirigeants harakis, l'affaire Ouzzine est une aubaine pour régler quelques comptes, faire taire toute contestation et autres voix «déstabilisatrices» et, surtout, faire oublier la mise en cause politique et administrative d'un Ouzzine volontiers présenté comme le dauphin de Mohand Laenser. Il a fallu d'abord

convoquer un conseil national extraordinaire et lui soumettre la fameuse question qui fait frissonner les alliés de la majorité : après la démission de l'un de ses ministres, le Mouvement populaire doit-il rester au gouvernement ou au contraire quitter la coalition? Une manière de faire monter la pression, jouer aux indispensables et souder les rangs d'un parti en mille morceaux. «Rien de mieux non plus pour remonter le moral des troupes. Les militants se sentent investis d'une mission de taille. Ils tiennent entre leurs mains l'avenir de la majorité. Oublié l'affaire Ouzzine, son scandale planétaire, la pelouse inondée, les seaux d'eau et la raclette!» s'exclame ce député dont le cœur bat à gauche.

Depuis samedi soir, Benkirane, Benabdallah et Mezouar peuvent enfin souffler. Le Mouvement populaire ne quitte pas le navire. Ainsi en ont décidé les Harakis membres du conseil national. Et comme les militants du MP ne font pas les choses à moitié, ils ont «délégué au secrétaire général du parti de mener les négociations pour un éventuel remaniement ministériel partiel ou élargi en tenant compte des critères fixés par le Conseil pour le choix des candidats».

Les négociations vont à peine commencer. «Je vais discuter la semaine prochaine avec le chef du gouvernement de la manière d'aborder cette question. Puis on verra», a déclaré samedi soir Mohand Laenser au site d'information 360.ma.

Visiblement personne ne sait parmi les alliés si Benkirane va procéder à un remaniement partiel ou élargi. En attendant, l'Exécutif s'apprête donc à vivre son deuxième remaniement depuis sa nomination en janvier 2012.

Quant à Mohamed Ouzzine, celui-là même dont la responsabilité politique a été reconnue de tous y compris par Mohand Laenser, il continuera de siéger au sein du bureau politique du MP. Les Harakis lui ont renouvelé leur confiance. A se demander alors pourquoi il a démissionné.